

Texte fondateur d'Est Ensemble

Les villes de Bagnolet, Bobigny, Bondy, Les Lilas, Le Pré Saint-Gervais, Montreuil, Noisy-Le-Sec, Pantin et Romainville s'engagent dans le processus de préfiguration d'une Communauté d'agglomération. Cette alliance repose sur le constat que nous avons ensemble, si nous les valorisons bien, de formidables atouts :

Un héritage partagé

Nos villes, modelées par une histoire économique, sociale et urbaine très voisine, par exemple un même passé industriel cheminot ou maraîcher, se sont toujours identifiées aux mouvements d'émancipation et aux combats pour le progrès social. La fierté de nos concitoyens se nourrit aussi de cette aptitude à la révolte.

Une forte tradition de solidarité, de service public et d'engagement

Confrontés aux défis communs de l'évolution des modes de vie, les fonctionnaires de nos services publics territoriaux, sont souvent le dernier recours des populations, et la clef de voûte de la cohésion sociale de nos villes. Des pratiques culturelles et artistiques audacieuses, s'appuyant aussi sur un réseau dense de cinémas municipaux, de bibliothèques, d'écoles de danse, de théâtres et de conservatoires, mobilisent quant à elles une créativité ouverte sur le monde. Un tissu associatif particulièrement dense s'appuie sur une vraie tradition d'engagement innovant et militant. Enfin, nous disposons d'un potentiel sportif élevé, mobilisant une importante pratique populaire et un bénévolat actif.

De nombreux éléments d'identité

À la jonction de bassins de vie complémentaires qui s'entremêlent, marqués par des circulations et des échanges denses entre leurs populations, nos villes présentent des caractéristiques sociales démographiques, de revenus ou d'habitat, très semblables. La jeunesse de nos populations et les apports issus de l'immigration constituent une diversité et une ouverture au monde d'une grande richesse culturelle, sociale, économique.

Un positionnement géographique favorable

Proche de Paris, assumant sa position au cœur de la Seine-Saint-Denis, notre territoire refuse le laisser faire et la médiocrité urbaine: il veut devenir un maillon cohérent d'une continuité organisée entre la capitale et l'ensemble des territoires de l'Est parisien. Son propre développement doit contribuer à la poursuite du rééquilibrage de l'ouest vers l'est de toute la région Île-de-France.

Un poumon vert potentiel de la Région

Le grand nombre de nos parcs, l'attractivité du canal, la diversité de notre géographie, s'ajoutent à la capacité d'innovation d'entreprises en matière d'environnement. Alors que la ressource naturelle est soumise dans nos villes aux mêmes stress et risques naturels et industriels, ces atouts confèrent à nos espaces de vie et de travail un potentiel de développement durable très remarquable.

Une mutation économique amorcée

Des pôles de compétitivité d'intérêt national voire international, forment pour l'avenir, de véritables ensembles de développement: biotechnologies, santé, habitat, construction et urbanisme durable, transports, communication, génie végétal... Des PME innovantes, réactives, adaptables aux nouveaux marchés, aptes à la coopération en réseaux, à fort potentiel de créations d'emploi, irriguent l'espace. Une disponibilité foncière devenue rare en Île-de-France et particulièrement en petite couronne, donne à nos territoires une attractivité particulière et une envergure métropolitaine: ils ont été reconnus par le Schéma directeur de la Région Île-de-France, en septembre 2008, comme « territoire stratégique ». Nous souhaitons changer l'image, souvent caricaturée, de cette partie de notre département et mettre fin au sentiment de nos concitoyens qu'ils habitent des territoires sans cohérence ou que les décisions les concernant sont prises ailleurs sans qu'on ne tienne compte de leurs attentes. Le temps est venu de franchir un nouveau cap: effectif déjà pour 93 % des communes de France, le passage à une structure intercommunale s'inscrit en Seine-Saint-Denis, dans le sens du progrès. Dans le cadre du débat sur l'avenir de la région et de l'agglomération parisienne, nous entendons peser pour une relation équilibrée entre la ville capitale et les territoires qui l'entourent.

Mutualiser nos ressources et porter ensemble des projets ambitieux

Depuis des années, l'État opère vers les collectivités des transferts de charges massifs sans transférer les Budgets correspondants. Les « à coups » des politiques sectorielles vont à l'opposé des actions de très long terme. D'un autre côté, insidieusement, les tutelles, contrairement à l'esprit des lois de décentralisation, font leur retour et nuisent à l'autonomie et à la capacité de décision de nos communes, soumises par ailleurs à la pression pesante des organismes financiers. Le creusement des inégalités entre les territoires, concerne aussi nombre de nos quartiers dont certains ont été victimes depuis longtemps d'une politique ouverte d'enclavement et de ségrégation sociale. Pour faire face à ces défis, nos villes, limitées par leur taille ou leur situation financière, ont une surface administrative et une capacité de réaction insuffisantes. Elles sont même parfois incitées à entrer en situation de concurrence les unes avec les autres, pour l'implantation d'activités, de logements ou d'équipements. À l'opposé de ces logiques de compétition, il s'agit au contraire, par une fiscalité unique (TPU) et maîtrisée, de coopérer et de parler d'une même voix:

- pour rééquilibrer les axes routiers majeurs, (BP, A3, RN2 et 3, A86), requalifier les voies pénétrantes, renforcer les pôles multimodaux, améliorer la desserte de villes à villes par les transports publics, gages d'une accessibilité meilleure pour les habitants comme pour les entreprises, promouvoir des modes de circulation douce alternatifs au tout voiture
- pour mobiliser les moyens afin de valoriser les friches, reprendre le contrôle des espaces délaissés, rétablir les continuités urbaines, dépolluer les sols, valoriser la partie remarquable du patrimoine industriel, négocier en position favorable avec les promoteurs et les aménageurs
- pour bâtir un projet urbain cohérent, écologiquement responsable, favorisant une mixité réelle d'activités et de population, un meilleur cadre de vie, une répartition équitable des espaces naturels;
- pour mieux articuler création d'activités, développement des activités existantes, et accueil d'activités nouvelles à haute valeur ajoutée, par un renforcement des Zac stratégiques, un soutien actif et une offre renforcée de services aux réseaux d'entreprises, de recherche et de formation
- pour faire des économies d'échelle, mettre en commun certains équipements existants au plan de la culture, du sport, de la formation de la santé.

Affronter ensemble les crises et renforcer la cohésion sociale

La crise dans laquelle nous sommes entrés depuis plusieurs mois, fragilise d'ores et déjà des pans entiers de l'économie locale elle aggrave la précarité, le sous-emploi des jeunes et de toutes les populations vulnérables, elle rend plus criante la pénurie de logements sociaux.

D'un autre côté, la réalité des tensions écologiques, l'action nécessaire contre le changement climatique, l'urgence d'une meilleure efficacité énergétique, l'obligation d'économiser la ressource en eau, la biodiversité et les matières premières, appellent des réponses innovantes et solidaires: les cumuls de pollutions les plus sévères et leurs impacts sanitaires, tout comme l'allongement démesuré des temps de transports, frappent dans nos villes d'abord les habitants les plus modestes.

Répondre à la convergence de ces crises, c'est s'engager sur la voie d'un développement qui favorise solidarités, excellence, durabilité. C'est mettre en commun chaque fois que possible et utile les outils et les équipements pour une action forte en matière de lutte contre les exclusions et pour de véritables filières de formation. Pour la promotion de l'économie sociale et solidaire, nous devons ensemble sécuriser les initiatives de la société civile et leur permettre de se déployer sur de plus grandes échelles. C'est produire une offre considérablement renforcée de logements, en particulier de logements sociaux, agir à chaque instant contre le logement insalubre et l'habitat indigne.

Cela passe enfin par de nouveaux services publics de proximité, mieux répartis, plus accessibles, désenclavant les quartiers les plus isolés et les populations mal desservies. Dans ce cadre, alors que dans certaines professions la pénurie de professionnels est à nos portes, la question de la santé est l'un des principaux enjeux pour nos concitoyens. Nous voulons, notamment en direction des personnes âgées et handicapées œuvrer à la mutualisation de l'offre de soins sur l'ensemble du bassin de vie, en nous appuyant sur un tissu hospitalier particulièrement dense (CHU Jean Verdier de Bondy, CHU Avicenne de Bobigny, CHI André Gregoire de Montreuil) mais également sur l'ensemble des CMS de nos villes.

Renforcer la démocratie par une administration sobre et proche des citoyens

En progressant vers une Communauté d'agglomération, nous voulons promouvoir une démocratie vivante, associant les populations à l'élaboration et au suivi des projets, avec une représentation équilibrée des forces politiques et la mise en place d'un Conseil de développement de l'Agglomération. Notre objectif est de parvenir pour chacun à la fois à un fort sentiment d'appartenance à une entité dynamique, et au respect des identités communales de chaque ville auxquelles les habitants de nos villes sont légitimement attachés. Nous voulons un fonctionnement sobre et économe des deniers publics, un partage des compétences au niveau le plus pertinent pour garantir aux habitants le bon fonctionnement et la qualité de l'administration.

Nous voulons simplifier et rendre plus audibles notre parole commune dans les syndicats intercommunaux auxquels nous appartenons et qui gèrent des pans entiers de la vie quotidienne de nos concitoyens traitement des déchets, assainissement, distribution d'eau, énergie... Pour cela, nous en appelons

- à une mobilisation forte de nos élus, amenés à participer, à travers la mise en place de groupes de travail, à la définition des priorités et des compétences de la future agglomération
- à une implication forte des fonctionnaires territoriaux dans la définition du projet intercommunal conditions de travail, au niveau municipal comme au niveau intercommunal, l'objectif est d'améliorer le service rendu à la population
- à une participation forte de la société civile, des organisations syndicales, des associations, des partenaires économiques elle est un facteur incontournable du dynamisme, de l'image et de l'attractivité de notre projet commun
- à une large prise de parole de nos populations appelées, à travers une commission intercommunale du débat public, à faire valoir leurs besoins et leurs attentes.